



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 3 octobre 2023

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-0076 du 03/10/2023

Portant mise à jour de prescriptions
de la Société Baikowski sur la commune de Poisy

VU le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre Ier relatif aux procédures administratives, le titre I^{er} du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et le titre 1^{er} du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques (parties légales et réglementaires) ;

VU l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022 , nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007.2363 du 16 août 2007 autorisant la société Baikowski à augmenter les capacités de production d'alumine de son établissement situé à Poisy ;



VU l'arrêté préfectoral n° 2015057-0010 du 26 février 2015 portant mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement de Poisy de la société Baikowski ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022 (« arrêté cadre sécheresse ») fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse en Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT-2023-1087 du 23 août 2023 portant restrictions temporaires de certains usages de l'eau dans le département de la Haute-Savoie ;

VU le courrier de l'entreprise Baikowski, en date du 1^{er} septembre 2023, suite à l'inspection du site, proposant de renoncer à la mise en production d'un des deux fours d'alumine ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 04 septembre 2023 réalisé à la suite d'une visite d'inspection de la société Baikowski situé à Poisy en date du 21 août 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courrier avec accusé de réception du 5 septembre 2023 conformément aux articles L. 514-5 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 8 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que le dossier d'autorisation d'exploiter de novembre 2006 demandant l'augmentation des capacités de production d'alumine estimait la consommation d'eau à 200 000 m³/an après augmentation des capacités de production ;

CONSIDÉRANT la forte diminution des volumes d'eaux prélevés par le site depuis 2012 (60 % de réduction entre 2012 et 2022), présentés dans le plan de sobriété hydrique ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection réalisée le 21 août 2023, il a été constaté que le plan de sobriété hydrique (PSH) présenté était insuffisant pour démontrer la réduction au minimum des consommations d'eau sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réactualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 février 2015, en faisant usage des dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la consultation du CODERST n'est pas requise, s'agissant d'un renforcement de prescriptions ;

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er} :

Le contenu de l'article 2.2 « alimentation en eau » de l'arrêté préfectoral n° 2015057-0010 du 26 février 2015 est remplacé par les dispositions suivantes :

«Article 2.2 : Alimentation en eau :

L'eau utilisée dans l'établissement provient exclusivement du réseau d'alimentation en eau potable de la commune. Le prélèvement maximal d'eau qui ne s'avère pas lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, autorisé est de :

- 130 000 m³/an*
- 380 m³/jour*

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable, et leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

La consommation d'eau de l'usine sera relevée quotidiennement si le débit prélevé dépasse 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant devra, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre des articles R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 du code de l'environnement, relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les ouvrages de prélèvement devront être maintenus en bon état.»

Article 2 :

L'exploitant finalise son plan de sobriété hydrique (PSH) accompagné d'un calendrier précis de mise en œuvre, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans l'attente, l'exploitant :

- respecte en période de sécheresse, les réductions effectives de 5% en situation d'alerte, 10% en alerte renforcé et 25% en crise;
- reporte la mise en production d'alumine d'un des deux fours, prévue initialement jusqu'à fin septembre, à une période où le niveau de sécheresse du Fier est au maximum en « vigilance ».

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- par le titulaire de l'autorisation dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui aura été notifiée.
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie de la présente décision
 - la publication de la présente décision sur le site internet de la préfecture.Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge les délais mentionnés ci-avant.

Article 4 :

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Poisy et pourra y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de Poisy pendant une durée minimum d'un mois puis un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Haute Savoie pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Poisy.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

David-Anthony DELAVOËT